

Jacques Fontanel* et Frédéric Marchal

***LE RÉVEIL DE L'INDUSTRIE
D'ARMEMENT RUSSE***

Principale force d'opposition aux Etats-Unis pendant la guerre froide, l'Union soviétique a mené pendant des décennies une politique de puissance, plaçant l'industrie de l'armement au cœur de l'économie et de l'effort financier du pays. L'économie soviétique était en effet une économie planifiée, dans laquelle une instance centrale s'occupait de la régulation et de la coordination de l'offre et de la demande, de la répartition des ressources et des biens d'investissement entre les centres de production, de la production des biens d'investissements et des produits de consommation conformément aux plans économiques établis, de cinq ans en général. Le système était bureaucratique, peu flexible et peu réactif, privilégiant la production de quantité à la qualité, l'industrie lourde à la production de biens de consommation courante. Ce système s'appliquait tout particulièrement à l'industrie d'armement, constituant à la fois le cœur et progressivement, au cours de la guerre froide, la priorité première de l'économie de l'Union Soviétique et de sa sécurité.

Sociologiquement, le milieu de l'industrie d'armement russe se voulait élitiste et somme toute la coopération et l'innovation fonctionnaient un peu mieux que pour les productions purement civiles. Pour des raisons de prestige national, les moyens mis en œuvre étaient supérieurs, les conditions sociales des employés étaient meilleures que dans le secteur civil et l'entreprise était finalement le cadre de référence autour duquel s'organisait la vie de la communauté. Les entreprises d'armement étaient installées dans certaines régions, la plupart en Russie, parfois dans des villes secrètes isolées ne figurant sur aucune carte. Ainsi toute une région pouvait dépendre de l'activité de Défense. En matière d'armement, les

* Jacques Fontanel est professeur et vice-président de l'Université Pierre Mendès-France de Grenoble chargé des Relations Internationales, CREPPEM ; Frédéric Marchal est diplômé du Master Sécurité Internationale et Défense, Université de Grenoble.

chiffres varient souvent selon les sources, mais on estime qu'en 1990, l'investissement militaire représentait encore le tiers de l'investissement national, le secteur de la défense occupant entre 4,7 et 7,5 millions d'emplois. Les systèmes d'armement se devaient d'être simples, standardisés, faciles d'utilisation et surtout fiables et peu coûteux. Cette règle du « *keep it simple* » (Faites simple !) jeta les bases du dépassement technologique progressif que subit l'industrie d'armement soviétique dès les années 80. Cependant au début des années 80, l'Union soviétique était considérée comme la première puissance militaire mondiale¹.

Cette situation obligea les Etats-Unis, sous la présidence de Ronald Reagan, à reprendre la main en votant des investissements massifs dans les programmes d'armement, dont l'action la plus illustre a été l'« Initiative de Défense Stratégique », autrement appelée « guerre des étoiles ». Ainsi, en décembre 1988, à la tête d'une Union soviétique à bout de souffle, Michael Gorbatchev annonça à la tribune des Nations unies des réductions du budget et de la production des matériels militaires. Il encouragea dans le même temps mais sans grand résultat les premiers efforts de conversion vers la production de produits civils de grande consommation. La prééminence des Etats-Unis était alors reconnue virtuellement. C'est dire le choc psychologique que provoqua en Russie la déliquescence économique, étatique et dans une certaine mesure morale après la disparition de l'Union soviétique. Avec l'introduction brutale des lois du marché dans les années 90, l'industrie d'armement russe, victime de ses archaïsmes structurels, connut une période de crise économique et sociale, la plupart de ses entreprises étant en situation de faillite selon les critères occidentaux, en raison notamment des difficultés de paiement par l'Etat des programmes déjà réalisés. Cette situation fut encore renforcée par la crise financière de 1998, la réduction prolongée des dépenses d'investissements étatiques et la contraction du marché mondial de l'armement. Entre 1990 et 1998, le PNB recula même de 40 %. L'industrie d'armement chercha alors à survivre en fermant des sites de production, en réduisant ailleurs la production, les effectifs, les salaires, voire en ne payant pas son personnel, ce qui allait encourager le départ des plus jeunes et des plus qualifiés. L'industrie d'armement cessa alors d'être l'objet de prestige où il faisait bon travailler et où les moyens de recherche et d'innovation étaient en pointe pour les ingénieurs et les chercheurs.

Alors que son seul espoir de survie reposait dans les exportations, la récession du marché mondial de l'armement entraîna une diminution de celles-ci. Les chars furent notamment la première victime de la fin de la guerre froide. Entre 1997 et 2000, la valeur totale des transferts d'armements au niveau mondial s'élevait à environ 125 milliards de dollars (dollars constants de 2000), alors qu'elle représentait encore 142,4 milliards

pour la période 1993-1996, soit un recul de 12,1 %. Les exportations, estimées à 19,8 milliards de dollars en 1989 pour l'Union Soviétique allaient tomber à un niveau de 6,6, 3,3 puis 2 milliards de dollars en 1991, 1996 et 1999². La Russie vit disparaître des clients traditionnels au profit des Etats-Unis. Il faudra attendre le début des années 2000 pour que les exportations repartent, à la faveur d'un nouvel essor du marché mondial d'armement. Toutefois, dès 1998, les exportations russes d'armement excédaient déjà les commandes d'Etat et étaient parfois deux fois plus élevées que celles-ci. La Russie devint alors le premier ou deuxième exportateur d'armes après les Etats-Unis, mais en dépendant à 70 % de deux gros clients, l'Inde et la Chine. Avec l'Inde, la Russie signa un accord d'amitié et de coopération en 1993 incluant une coopération militaire et la fourniture par la Russie de matériels de guerre de tous ordres, de pièces détachées et d'un programme de production commune de matériel de guerre. Avec la Chine, les commandes d'armement s'élevèrent en moyenne à 1 milliard de dollars par an depuis 1992. La Russie s'abstint toutefois d'exporter certains matériels d'assaut, comme les chars ou les systèmes de missiles, pour conserver l'avantage technologique et ne pas se mettre en danger. Cependant, avec l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir, la politique d'armement de la Russie a connu de nouvelles ambitions de puissance militaire, même si les réalisations ne furent pas à la hauteur souhaitée.

Vladimir Poutine, ou la recherche déçue d'une nouvelle puissance militaire reconnue

En 2000, les rapports de force des armes conventionnelles étaient largement en faveur du couple OTAN-Etats-Unis, car depuis une bonne décennie la Russie n'avait pas renouvelé ses forces et ses positions stratégiques. Pourtant la Russie souhaitait conserver une place centrale dans le concert international afin de conserver un rôle déterminant dans les négociations internationales, surtout face à la montée en puissance de la Chine. Les tergiversations, l'absence de choix et le flou qui ont accompagné la stratégie de défense pendant la période Eltsine ont conduit les politiques de restructuration du complexe militaro-industriel à l'échec. La Russie se présentait alors comme un pays en perte d'influence dans le monde, qui ne sauvait les apparences de puissance économique que par l'importance de ses réserves énergétiques et de matières premières. Lorsqu'il arrive à la présidence de la Fédération de Russie au printemps 2000, Vladimir Poutine va avoir pour ambition de reprendre en main le pays et de rétablir l'autorité de l'Etat à l'intérieur comme à l'extérieur pour faire de ce pays un partenaire fort, stable et respecté sur la scène internationale. Cette ambition supposait notamment la prise de contrôle et la modernisation de secteurs économiques stratégiques tels que l'énergie,

les métaux précieux et l'industrie d'armement.

La « doctrine Ivanov » d'avril 2000 mit en évidence la faiblesse militaire relative de la Russie, mais elle marquait aussi le souci d'endiguer les actions agressives des adversaires éventuels, en insistant sur la doctrine nucléaire, la sanctuarisation du territoire national et des zones d'intérêts vitaux (intégrant notamment les pays de la CEI). La rénovation des forces nucléaires fut alors engagée. L'abandon de la doctrine du « *no first use* », appliquée depuis 1993, a été confirmé. L'option des frappes préemptives et la nécessité de la graduation de la riposte nucléaire comme instrument d'un avertissement significatif a favorisé une refonte des forces stratégiques. Une rénovation de l'arsenal national a été engagée, avec la régénération des arsenaux et la modernisation des armes nucléaires. La nouvelle stratégie implique des armes plus souples, plus mobiles et plus furtives. Pour le gouvernement russe, une politique combinant consolidation, conversion et privatisation des activités non stratégiques fut engagée. Elle supposait la mise en place de fortes structures de coordination et de pôles de compétences intégrés dans les secteurs clés, ainsi que le développement de technologies à usage dual pour renforcer la rentabilité des entreprises et les débouchés. Une politique de renforcement et de diversification des exportations militaires était proposée, en s'appuyant sur une relance des commandes fédérales de matériels militaires et sur une modernisation de fond des forces armées. Le programme étatique d'armement pour 2001-2010 fixa ainsi pour objectifs :

- la recherche d'un développement stable du complexe militaro-industriel (CMI) ;
- la production de produits compétitifs à usage civil et militaire à destination des marchés intérieurs et extérieurs ;
- la mise en place d'une base légale normative permettant le redéveloppement du CMI par l'organisation de structures intégrées ;
- L'optimisation des structures du CMI par la réduction des moyens de production contrôlés par l'Etat à un nombre limité de complexes scientifiques clés de production ;
- la préservation et le développement du potentiel scientifique et technologique du CMI, notamment par la prise de participation de l'Etat au capital des entreprises concernées ;
- l'augmentation des capacités de la coopération militaro-technique et la formation d'une base scientifique et technologique favorable au développement de technologies prospectives et de produits à usage civil et militaire, favorisée dans le cadre des financements publics ;
- la diversification de la production en vue d'augmenter les volumes de production des produits de haute technologie à usage civil ;
- enfin, la réalisation par l'Etat de garanties sociales en faveur des employés du CMI, parallèlement à la réforme de celui-ci, incluant la

reconversion du personnel et la garantie d'emploi pour les spécialistes de haut niveau³.

La plupart des entreprises publiques du CMI sont alors devenues des sociétés anonymes grâce à la vente des actions de l'Etat, du fait d'une réduction importante de la liste des entreprises d'armement non sujettes à privatisation. En revanche, les entreprises jugées stratégiques restèrent ou devinrent des entreprises publiques ou sous juridiction des autorités régionales. Ensuite, l'Etat s'est proposé d'aider les entreprises du CMI par la création de pôles de compétitivité et d'excellence (notamment dans l'aéronautique et l'aérospatiale). Enfin, le développement des activités civiles et la recherche des marchés internationaux furent encouragés⁴.

Le programme fédéral d'armement pour 2001-2010 avait prévu peu d'investissements en nouveaux systèmes d'armes, se focalisant sur le financement du personnel, des infrastructures et la maintenance des systèmes en place. La Marine et l'armée de Terre ont le plus souffert de ce manque d'investissement. En 2002, le CMI comptait environ 2000 entreprises et organisations, situées dans 72 régions de la Fédération de Russie, dont la production, majoritairement dépendante du budget était destinée à satisfaire les besoins fédéraux. De nombreuses entreprises quittèrent alors le marché de l'armement, en vue de trouver de nouveaux débouchés civils, favorisant ainsi leur privatisation. En 2004, 638 sociétés anonymes et 1080 entreprises d'Etat furent privatisées. En revanche, pour certains secteurs clés, une liste d'entreprises stratégiques non privatisables fut dressée et l'Etat les transforma en entreprises fédérales⁵. Si en 2004, le gouvernement créa l'Agence Fédérale pour l'Industrie, chargée dans un premier temps de contrôler et de superviser l'industrie de la Défense, c'est le holding industriel Rosboronexport, créé en novembre 2000, qui servit de pivot aux restructurations sectorielles de l'industrie d'armement en reprenant le contrôle d'industries jugées stratégiques⁶.

Avec l'arrivée au pouvoir de Poutine, la doctrine russe de sécurité de la Russie s'est durcie, caractérisée par une relance des budgets militaires, toutefois sans commune mesure avec les sommes engagées par la puissance américaine. La nouvelle stratégie n'a pas eu les moyens de ses ambitions, les financements publics en faveur de l'armée russe et du CMI sont restés insuffisants pour imposer la Russie comme principal interlocuteur des Etats-Unis. La politique d'acquisition de nouvelles armes a souffert de la gestion de finances publiques dépendantes des marchés énergétiques internationaux. Les achats d'armement par le gouvernement furent sporadiques et faibles. En 2005, on estimait que seuls 20 % de l'armement russe était technologiquement encore au point et qu'un tiers des matériels n'était pas en situation de combattre⁷.

Le nouveau programme d'armement pour 2007-2015, adopté par la commission militaro-industrielle en juin 2007, accordait 63 % du budget à l'équipement des forces armées⁸. Avec la réorganisation de l'industrie d'armement et de ses instruments de coordination et de contrôle, l'Etat mit l'accent sur l'aspect commercial et financier de la réforme, afin d'assurer modernisation, rentabilité et diversité à l'industrie d'armement. Il s'agissait d'abord de relancer les investissements fédéraux et la demande nationale en matériels de guerre, puis de moderniser l'armée, et enfin de renforcer et de diversifier des exportations. Pourtant, au regard des sommes engagées, certains experts de la Douma estimaient que la modernisation de l'Armée russe serait beaucoup trop lente et qu'il fallait plutôt se fixer comme objectif la modernisation de 5 % de l'armée russe chaque année pour retrouver une armée moderne à l'horizon 2025-2030.

Les dépenses militaires fédérales russes n'ont pas cessé d'augmenter sous la présidence Poutine, à la faveur des dividendes pétroliers et de la croissance économique retrouvée. Le gouvernement promet de dépenser 190 milliards de dollars entre 2007 et 2015, tant pour les équipements de la force stratégique que pour les équipements conventionnels. Les dépenses atteignirent ainsi, selon le SIPRI, la quatrième place mondiale et 58,6 milliards de dollars en 2008, soit 173 % des dépenses de 1999 et 3,5 % du PNB⁹. Le programme en faveur du « Développement du CMI de la Fédération de Russie » pour 2007-2010, par la suite prolongé jusqu'en 2015, se verra crédité de 18,5 en 2008, 21,3 en 2009 et 28,4 milliards de roubles en 2010. Le programme fédéral concernant le « Développement d'une base technologique nationale » recevra en 2008, 2009 et 2010 respectivement 8,3, 9,8 et 11,3 milliards de roubles en 2010¹⁰. Au total, le budget de la défense depuis 2007 se situe entre 19 et 20 % du budget fédéral¹¹. En parallèle, Vladimir Poutine va encourager l'expression du sentiment patriotique en luttant contre le laxisme, la criminalité latente et la corruption d'une part, et en améliorant les salaires et conditions sociales, la modernisation des équipements et des structures de commandement d'autre part. Il s'agit de financer une armée professionnelle, moderne, flexible et projetable¹².

Enfin, le rétablissement de la bonne santé économique de l'industrie d'armement russe passa par le soutien (notamment en direction de l'Inde et de la Chine) et la diversification des exportations (en Asie, en Amérique latine et au Maghreb), ce qui ne fut pas sans créer des tensions avec les Etats-Unis¹³. La Russie a essentiellement vendu des avions de combat et des chars à l'Inde, ainsi que des systèmes d'armes variés dont la maintenance lui assure un revenu récurrent. A la Chine, la Russie a vendu des avions de chasse, des destroyers et des sous-marins de classe Kilo, ainsi que nombre d'autres systèmes d'armes. En Asie du Sud-est, la Russie

réussit à faire une avancée significative auprès de pays comme la Malaisie, l'Indonésie et le Vietnam. En Amérique latine, le Venezuela, au Maghreb l'Algérie vont également rejoindre le groupe des nouveaux clients. Alors qu'au début des années 90, la Russie en quête de liquidités faisait tout pour obtenir un paiement monétaire des armements vendus, elle commença à s'ouvrir sous l'ère Poutine à des modes de financement plus souples, acceptant progressivement le système des compensations et la production locale sous licence. Ainsi, pour la période 2001-2008 la Russie effectua l'essentiel de ses ventes d'armes avec des pays en voie de développement (96 %), d'une valeur de 35,1 milliards de dollars cumulés (dollars constants 2008), dont elle fut le premier vendeur mondial grâce à une technologie robuste, simple d'utilisation et à moindre cout. Les équipements les plus vendus sont les avions de combat et les missiles¹⁴. Entre 2001 et 2004, la Russie réalisa 84,97 % de ses contrats d'armement en Asie, 10,4 % au Proche Orient et 4,05 % en Afrique. Pour la période 2004-2008, elle réalisa 61,46 % en Asie, 20,83 % au Proche Orient et seulement 1,04 % en Afrique¹⁵. Ainsi la Russie se plaça pour la période 2003-2007 en troisième position d'exportateur avec 8,2 % du marché mondial après les Etats-Unis (52,3 %) et l'Europe occidentale (30,4 %), dont les exportateurs majeurs restent le Royaume-Uni, la France et, dans une moindre mesure, l'Allemagne.

Cette politique inspirée par Poutine n'a pas produit pour autant les résultats escomptés. Avec l'obsolescence des armes nucléaires, l'option préemptive s'inscrit alors dans une démarche clairement défensive, conduisant à la restauration de la stratégie de dissuasion. Il s'agit de mettre en place les forces nécessaires pour infliger des dommages inacceptables à l'ennemi éventuel, afin de protéger les intérêts vitaux de la nation russe. D'ailleurs, la Russie dispose d'un potentiel intéressant pour conduire une stratégie d'escalade efficace sur les théâtres régionaux. Avec Medvedev, la Russie a compris qu'une course aux armements devenait impossible au regard de la puissance politico-économique des Etats-Unis. Dans ce contexte, la Russie a accepté une réduction significative des armes nucléaires dans le cadre des accords de Prague.

Dimitri Medvedev, vers une reconnaissance d'une puissance nucléaire compétitive et régulée

En mai 2008, Dimitri Medvedev, homme de confiance de Vladimir Poutine, est élu Président de la Fédération de Russie. Il revendique une politique de puissance fondée sur l'industrie d'armement, l'énergie et la restructuration des pôles industriels. Cependant, malgré ses progrès, l'industrie d'armement affiche encore des faiblesses structurelles mises en évidence par la concurrence internationale. Les structures de coordination

et d'excellence sont mises en place. Rosboronexport s'insère alors dans un système rénové de contrôle et de promotion des exportations d'armement. Celui-ci comprend la Commission pour la coopération militaro-technique (organe de pilotage présidé par le Président de la Fédération de Russie), le FSVTS, Service fédéral pour la coopération militaro-technique (chargé de contrôler et de délivrer les autorisations d'exportations)¹⁶, et Rosboronexport (chargé de prospecter, de négocier, de conclure et d'exécuter les contrats de ventes d'armes).

Dans la même logique, l'Etat a réussi à créer des pôles d'excellence scientifiques et technologiques organisés autour de centres de compétences. Ainsi, le groupe OAK-UAC (United Aircraft Corporation), créé en 2006 pour l'aéronautique civile et militaire, appartenant à 90 % à l'Etat russe, a rassemblé des bureaux d'études et des entreprises aussi illustres que Tupolev, MiG, Illyushin, Sukhoi ou Irkut, avec un chiffre d'affaires de 105 milliards de roubles en 2008¹⁷. La création de la société Oboronprom en 2005¹⁸ (pour la production d'hélicoptères civils et militaires, de moteurs d'avions et de l'électronique de défense) et encore celle d'USC (United Shipbuilding Corporation) pour la construction navale en 2007 confirment cette politique.

Par ailleurs, l'Etat fédéral, conformément au programme d'armement pour 2007-2015, continue sa politique d'investissement massif et de modernisation des forces armées. Le 16 novembre 2009, lors d'une visite à Singapour, le Président Medvedev annonce sa volonté d'opérer un rééquipement technique radical des forces armées de 30 à 90 % en fonction des secteurs entre 2011 et 2020¹⁹. Ainsi, la commande publique d'armements pour 2010, en hausse par rapport à 2009, devrait s'élever à 27 milliards d'euros²⁰. La Marine commence déjà à remplacer ses chasseurs SU-33, qui quitteront le service en 2025, par des MiG-29K. Par ailleurs, le nouveau chasseur de cinquième génération, le T-50, devrait équiper l'armée dès 2015. La Marine russe devrait se voir doter de huit sous-marins nucléaires de classe Boreï d'ici 2015. En 2010, l'armée devrait recevoir plus de 30 missiles balistiques basés sur terre et en mer, cinq systèmes Iskander, 300 unités de blindés modernes, 30 hélicoptères, 28 avions de combat, trois sous-marins nucléaires, une corvette et onze satellites. Dans la même logique, de nouvelles troupes spatiales devraient être créées d'ici 2020 pour assurer la dissuasion et la défense aérienne et spatiale avec des moyens conventionnels et nucléaires. D'autres investissements sont réalisés dans les drones. Estimant modernes à peine 10 % des hélicoptères, le gouvernement se propose d'en porter la part à 80 % d'ici 2020²¹.

En outre, les exportations continuent de progresser et de se diversifier sur un marché mondial de l'armement en retrait depuis la crise de 2008. Après six années de hausse, le volume de contrats d'armement ont baissé

en 2008 à 55,2 milliards de dollars, soit 9 % de moins par rapport à 2007²². Sur ce marché, la Russie continue sa politique d'exportation et de diversification. La Russie aurait ainsi exporté en 2009 des armes et équipements militaires pour 7,4 milliards de dollars, en hausse de 10 % par rapport à 2008 et de 240 % par rapport à 2001. Les principaux pays importateurs d'armes russes sont l'Inde, l'Algérie, la Chine, le Venezuela et la Syrie. En novembre 2009, la Russie annonça la création d'une commission pour la coopération économique, scientifique et technique avec Singapour, afin de développer les relations économiques entre les deux pays, alors même que les échanges entre les deux partenaires avaient déjà progressé de 60 % en 2009²³. Avec la Chine, la Russie a signé en octobre 2009 un accord mettant en place un programme de coopération spatiale²⁴. Toutefois, les échanges entre la Russie et la Chine, en retrait de 32 % en 2009 en raison de la crise, présentent un nouveau profil, s'orientant davantage vers les projets d'infrastructure et d'énergie que vers des contrats classiques d'armement²⁵. La Russie cherche également à renforcer son influence sur la Mongolie, cantonnée jusqu'ici dans une politique de quasi neutralité militaire²⁶. Mais c'est surtout au Vietnam que la Russie réussit une belle percée en 2009, avec la signature d'un contrat de 4 milliards de dollars pour l'achat de six sous-marins et la construction d'infrastructures pour leur exploitation dans l'ancienne base navale de Cam Ranh, ainsi que la signature d'un contrat d'un milliard de dollars pour l'achat de 12 chasseurs Su-30MK2. Le Vietnam est ainsi en passe de devenir le deuxième acheteur d'armements russes après l'Inde²⁷ qui continue à représenter un partenaire privilégié de longue date, qui compte dépenser plus de 100 milliards de dollars d'armements dans les quinze prochaines années. Mais la position de la Russie s'étiole peu à peu face à la concurrence européenne et étrangère et la volonté croissante de l'Inde de produire seule ses systèmes d'armes. Les ventes dans les autres pays du monde se diversifient²⁸.

Malgré une attitude offensive sur les marchés à l'exportation et une modernisation des structures de coordination, l'industrie d'armement russe continue d'être confrontée à des faiblesses structurelles importantes en termes de modernisation des moyens de production²⁹ et d'attraction des personnels qualifiés. Il reste environ 2 millions de personnes employées, mais du fait des difficultés économiques ces entreprises autrefois de prestige n'attirent plus les personnels les plus qualifiés et il n'y a plus de formations spécialisées dans l'armement. L'industrie d'armement a du mal à honorer les commandes fédérales dans les délais et au niveau de qualité requis. En 2007, le Président Poutine avait déjà souligné le problème de la qualité des livraisons. Le signal envoyé aux clients traditionnels de la Russie est négatif et ceux-ci commencent à considérer des alternatives européennes ou américaines, certes plus onéreuses, mais à la pointe du progrès technologique³⁰. L'Etat se doit de poursuivre son effort de

modernisation de l'industrie d'armement, parfois en coopération avec des partenaires étrangers. Vladimir Poutine a annoncé en décembre 2009 qu'en matière de contrats d'armement, la priorité était certes donnée à l'industrie nationale, mais que la porte n'était pas fermée aux concurrents étrangers³¹. Plusieurs accords ont ainsi été signés avec la France³².

Le marché des exportations de l'armement est très concurrentiel. D'abord, les contrats d'armements ne sont pas aussi rentables qu'ils paraissent, du fait des mécanismes de compensation. Dans ce contexte, les contrats ont une dimension politique directe, mais aussi économique au regard des échanges plus ou moins équilibrés proposés par les partenaires éventuels³³. Les contrats sont en effets souvent passés dans un contexte plus large mêlant négociations énergétiques, remise de dette, reprise du vieux matériel contre du neuf, ou fabrication offshore. Ainsi, la Russie se voit contrainte d'accepter des productions sous licences, voire des transferts de technologie importants, au risque de créer à terme sa propre concurrence. La diffusion du savoir-faire technologique pose par ailleurs des problèmes de propriété intellectuelle³⁴. Le scénario s'est notamment vérifié avec la kalachnikov, fusil d'assaut russe probablement le plus répandu et le plus copié au monde³⁵.

L'armement devient alors un produit à dimension hautement politique. La grande majorité des clients de la Russie sont des pays certes en voie de développement, mais à forte croissance économique comme la Chine et l'Inde ou dotées de ressources naturelles comme l'Algérie et le Venezuela. Ces accords permettent à la Russie de conserver des sphères d'influence non négligeables. Cependant, l'Inde et la Chine cherchent aujourd'hui à combler leur retard technologique avec les grandes nations industrielles. L'industrie d'armement nationale et les importations des matériels militaires les plus sophistiqués deviennent prioritaires. Dans ce contexte, l'industrie d'armement russe, malgré sa politique de relance des investissements fédéraux en matière d'équipements militaires, ne dispose plus des degrés de liberté en termes de développement sur fondement politique. La Russie ne peut plus s'engager dans course aux armements au regard de la puissance politico-économique des Etats-Unis. S'il est vrai que les forces conventionnelles n'ont plus aujourd'hui le rôle dissuasif qui leur était attribué du temps de l'Union soviétique, l'expérience tchétchène a mis en évidence l'impuissance relative de la Russie concernant les conflits asymétriques et l'efficacité insuffisante des armes disponibles. La Russie a cependant engagé des efforts importants en recherche-développement en vue d'obliger les entreprises à se moderniser et à retrouver une compétitivité des produits militaires sur les théâtres d'opérations et à l'exportation. Si elle n'a plus le rayonnement mondial d'antan, elle reste une grande puissance militaire avec laquelle le monde doit toujours

compter.

Dans ce contexte, la Russie a accepté une réduction significative des armes nucléaires dans le cadre des accords de Prague. Elle est redevenue une puissance de premier plan, car la possession de cette arme lui donne une place unique dans les discours internationaux engageant les Etats-Unis. Le nouveau traité (*New Start*) de réduction des armements stratégiques nucléaires entre les Etats-Unis et la Russie a été qualifié d'historique, malgré des objectifs limités et de fortes dissensions dans le domaine de la sécurité mondiale. La volonté de Barack Obama de lutter contre la prolifération nucléaire, déjà exprimée en avril 2009, s'est concrétisée avec cet accord lors du Sommet sur la sécurité nucléaire les 12 et 13 avril 2010. L'accord de Prague prévoit une réduction de 30 % des arsenaux nucléaires des deux pays (lesquels représentent 95 % des armes nucléaires mondiales disponibles). Il fixe une limite de 1550 ogives nucléaires opérationnelles pour chaque pays (limite qui n'est d'ailleurs atteinte par aucun pays aujourd'hui), mais ne tient pas compte des ogives nucléaires non déployées ou en attente de destruction. Après les accords *Start* de 1991, 1993 et 1997 et l'accord *Sort* de 2002, cette nouvelle négociation n'a pas conduit les deux Etats à développer une coopération nucléaire entre les deux parties. Il est vrai que la volonté américaine de poursuivre le programme d'installation d'un bouclier antimissile en Europe ne manque pas de mécontenter la Russie. Celle-ci se propose, en rétorsion, d'installer des missiles balistiques Iskander dans la zone de Kaliningrad et de se réserver une voie de sortie au traité au cas où les projets américains trouveraient une application dans l'un des anciens partenaires européens de l'URSS. Or, aujourd'hui, la Roumanie et la Bulgarie se sont proposées pour le programme d'installation du bouclier antimissile.

Dans le monde actuel, la nucléarisation des armes est engagée (Iran, Corée du Nord, Israël) ainsi que celle des applications civiles dont le caractère dual reste présent (Brésil, Argentine, Japon, Arabie saoudite, Japon, Finlande ou Suède). La tendance mondiale à la prolifération des armes nucléaires minimise la portée concrète de l'accord *New Start* qui ne règle aucunement cette question, vitale pour le devenir de l'humanité.

Notes :

- ¹ Fontanel J., Coulomb F., « Régions russes et industries d'armement », *Ares décembre 2000*, n.46. Volume XVIII, fascicule 3.
- ² Grimmett, R.F. *Conventional Arms Transfers to Developing Nations, 1993-2000*. <http://www.fas.org/asmp/resources/govern/crs2000.pdf>
- ³ Global Security, "Military Industry under Putin". February 2010, p. 2. <http://www.globalsecurity.org/military/world/russia/industry-putin.htm>
- ⁴ Fontanel J. et Karlik A., « L'industrie d'armement de la Russie. Effondrement ou renouveau ? », *INNOVATIONS 2005/1*, n.21.
- ⁵ Fontanel J. et Karlik A., « L'industrie d'armement de la Russie. Effondrement ou renouveau ? », *INNOVATIONS 2005/1*, n.2.
- ⁶ Clouet L-M., "Rosoboronexport, fer de lance de l'industrie russe d'armement". *IFRI Centre Russie/NEI. Visions* n.22. Septembre 2007. p. 1. http://www.ifri.org/downloads/ifri_RNV_rosoboronexport_clouet_fran_sept07.pdf
- ⁷ Fontanel J. et Karlik A., « L'industrie d'armement de la Russie. Effondrement ou renouveau ? », *INNOVATIONS 2005/1*, n.21.
- ⁸ Global Security, "Military Industry under Putin". February 2010. <http://www.globalsecurity.org/military/world/russia/industry-putin.htm>
- ⁹ *SIPRI Yearbook 2009: Armaments, Disarmaments and International Security*. Chapters 5 and 6. SIPRI Website, February 2010. p. 182. <http://www.sipri.org/search?SearchableText=yearbook+2009>
- ¹⁰ *Main results and trends of budget policy 2008-2010*. Ministry of Finance of the Russian Federation, November 2009. p. 38. http://www.minfin.ru/en/budget_reform
- ¹¹ *Ibid* p. 6. http://www.minfin.ru/en/budget_reform
- ¹² *The priority tasks of the development of the armed forces of the Russian Federation*. (Update of Russia's Military Doctrine). Ministry of Defence of the Russian Federation. 2003 p. 4-15.
- ¹³ REUTERS, "No one can limit Russian arms exports: Putin". *Agence Reuters*. <http://www.reuters.com/article/worldNews/idUSL3183608320071031?sp=true>
- ¹⁴ Grimmett, R.F., *Conventional Arms Transfers to Developing Nations, 2001-2008*. p. 8-10. <http://www.fas.org/asmp/resources/govern/crs2008.pdf>
- ¹⁵ CRS-52.
- ¹⁶ *Federal Service of Military-Technical Cooperation*. Website du Service Fédéral de coopération militaro-technique. <http://www.fsvts.gov.ru>
- ¹⁷ *Annual Report of Joint Stock Company United Aircraft Corporation for 2008*, p. 16. United Aircraft Corporation, Moscow 2009. http://www.uacrussia.ru/en/investors/reports/annual_reports/
- ¹⁸ *OBORONPROM, United Industrial Corporation, Presentation*. February 2010. <http://www.oboronprom.com/en/show.cgi?corporation/about.htm>
- ¹⁹ RIANOVOSTI, « Armée russe : rééquipement radical entre 2011 et 2020 ». <http://fr.rian.ru/defense/20091116/185505052.html>
- ²⁰ RIANOVOSTI, 2009. <http://fr.rian.ru/defense/20091130/185592396.html> ; <http://fr.rian.ru/defense/20091009/123433318.html> ; <http://fr.rian.ru/defense/20091009/123433318.html> ; <http://fr.rian.ru/defense/20100209/186025280.html> ;

<http://fr.rian.ru/defense/20100208/186015953.html> ;

RIANOVOSTI, 12/11/2009, <http://fr.rian.ru/defense/20091112/185490810.html> ;

<http://fr.rian.ru/defense/20090811/122647283.html> ;

<http://fr.rian.ru/defense/20091102/185443019.html>

²¹ RIANOVOSTI, 2009. <http://fr.rian.ru/defense/20091102/185443019.html>

²² Grimmett, R.F. *Conventional Arms Transfers to Developing Nations*, 2001-2008.

<http://www.fas.org/asmp/resources/govern/crs2008.pdf>

²³ RIANOVOSTI, 2009. <http://fr.rian.ru/world/20091116/185504261.html>

²⁴ RIANOVOSTI, 2009. <http://fr.rian.ru/science/20091013/123480273.html>

²⁵ RIANOVOSTI, http://fr.rian.ru/economic_news/20100209/186018415.html

²⁶ RIANOVOSTI, <http://fr.rian.ru/defense/20100208/186015055.html>

²⁷ RIANOVOSTI, 2010. <http://fr.rian.ru/defense/20100210/186032890.html>

²⁸ Au Maghreb, la Russie a signé en novembre 2009 un contrat pour la vente de 500 000 kalachnikovs de version spéciale. En Algérie, la Russie avait déjà vendu précédemment des avions de chasse, de transport et de ravitaillement, des hélicoptères, des chars, des missiles. Aujourd'hui des accords sur la construction des sous-marins. En Amérique du Sud, la Russie a signé en septembre 2009 avec le Venezuela un contrat d'armement de 2,2 milliards de dollars pour l'acquisition d'un système de DCA, de chars et d'artillerie à roquettes. En Algérie et au Venezuela, la Russie entretient également une forte coopération dans le domaine énergétique.

RIANOVOSTI <http://fr.rian.ru/defense/20091110/185478015.html> ;

<http://fr.rian.ru/russia/20050527/40426821.html> ;

<http://fr.rian.ru/business/20060420/46723096.html> ;

<http://fr.rian.ru/world/20090915/123109076.html>

²⁹ En 2005, on estimait que 70 à 80 % des fonds de production actifs étaient usés ou obsolètes. La part des équipements de production ayant servi plus de 20 ans était de 32 %. Et les capacités de production n'étaient utilisées qu'à 35 %.

³⁰ REDSTARS, "Industrie d'armement russe en 2008: le problème complexe de la commande de l'Etat". *Site internet de REDSTARS*, janvier 2008.

<http://www.red-stars.org/spip.php?article233>

³¹ RIANOVOSTI, « Achats d'armements: La Russie mise sur l'industrie nationale », 03 décembre 2009. <http://fr.rian.ru/defense/20091203/185612795.html>

³² RIANOVOSTI, 2009. <http://fr.rian.ru/science/20091127/185581755.html> ;

<http://fr.rian.ru/defense/20100210/186033884.html>

³³ Fontanel, J. (2005), *La globalisation « en analyse »*. Gééconomie et stratégie des acteurs, La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris. P.404 et s.

³⁴ RIANOVOSTI, 2009. <http://fr.rian.ru/defense/20091022/123633205.html>

³⁵ RIANOVOSTI, 2009. <http://fr.rian.ru/business/20091022/123633892.html>

Bibliographie et supplément de lecture

- ARMS Control, "Russia's Military Doctrine", Website of Arms Control Association, May 2000. http://www.armscontrol.org/act/2000_05/dc3ma00?print
- Clouet L-M, *Economie de la puissance et exportations d'armements*, thèse de doctorat (dir. Professeur Fontanel), 2008, Université PMF, Grenoble 2, p 1-443 ; "Rosoboronexport, fer de lance de l'industrie russe d'armement". IFRI Centre Russie/NEI. Visions n.22. Septembre 2007 http://www.ifri.org/downloads/ifri_RNV_rosoboronexport_clouet_fran_sept07.pdf
- Grimmett, R.F., *Conventional Arms Transfers to Developing Nations, 1993-2000*. Foreign Affairs, Defense and Trade Division, 2001. Congressional Research Service. RL 31 083. <http://www.fas.org/asmp/resources/govern/crs2000.pdf> ; *Conventional Arms Transfers to Developing Nations, 2001-2008*. Specialist in International Security, September 4th 2009. Congressional Research Service. 7-5700.R40796. <http://www.fas.org/asmp/resources/govern/crs2008.pdf>
- Economic Expert Group (2009), *Russia's federal budget execution 2009*, Economic Expert Group, Moscow. 2009. <http://www.eeg.ru/pages/148>.
- Fontanel J., Coulomb F., « Régions russes et industries d'armement », Ares décembre 2000, n.46. Volume XVIII, fascicule 3, p.69-83
- Fontanel J. et Karlik A., « L'industrie d'armement de la Russie. Effondrement ou renouveau ? », *INNOVATIONS* 2005/1, n.21, p.81-108.
- Fontanel, J. (2005), *La globalisation « en analyse »*. Géoéconomie et stratégie des acteurs, La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris. P.404 et s.
- Global Security, <http://www.globalsecurity.org/military/world/russia/doctrine.htm>
- <http://www.globalsecurity.org/military/world/russia/industry.htm>
- <http://www.globalsecurity.org/military/world/russia/industry-putin.htm>
- <http://www.globalsecurity.org/military/world/russia/industry-2007.htm>
- <http://www.globalsecurity.org/wmd/library/news/Russia/2006/Russia-060602-rianovosti02.html>.
- Ministry of Defence of the Russian Federation (2003), *The priority tasks of the development of the armed forces of the Russian Federation*. (Update of Russia's Military Doctrine). 2003 p1-103
- Ministry of Finance of the Russian Federation (2009), *Main results and trends of budget policy 2008-2010*, November 2009. http://www.minfin.ru/en/budget_reform
- Moscow Defense Brief, "China's military Modernization: the Russian factor". Website of Moscow Defense Brief, April 2009. <http://mdb.cast.ru/mdb/4-2009/item1/article1/?form=print>
- Moscow Defense Brief, <http://mdb.cast.ru/mdb/4-2009/item2/article1/?form=print>
- <http://mdb.cast.ru/mdb/4-2009/item3/article1/?form=print>
- <http://www.mdb.cast.ru/mdb/3-2009/item5/article1/?form=print>
- OBORONPROM, <http://www.oboronprom.com/en/show.cgi?corporation/about.htm>
- Oliker O., Crane K., Schwartz L.H., Yusupov C. (2009), *Russian Foreign Policy: Sources and Implications*, Rand Corporation, Project Air Force, 2009. http://www.rand.org/pubs/monographs/2009/RAND_MG768.pdf
- REDSTARS, "Industrie d'armement russe en 2008: le problème complexe de la commande de l'Etat". Site internet de REDSTARS, janvier 2008. <http://www.red-stars.org/spip.php?article233>

REUTERS, "No one can limit Russian arms exports: Putin". Site Internet Agence Reuters, 31 octobre 2007.

[.http://www.reuters.com/article/worldNews/idUSL3183608320071031?sp=true](http://www.reuters.com/article/worldNews/idUSL3183608320071031?sp=true)

RIANOVOSTI, <http://fr.rian.ru/defense/20100219/186093390.html>

<http://fr.rian.ru/defense/20100210/186033884.html> .

[/20100210/186032890.html](http://fr.rian.ru/defense/20100210/186032890.html) et [/20100209/186025280.html](http://fr.rian.ru/defense/20100209/186025280.html)

http://fr.rian.ru/economic_news/20100209/186018415.html

[ttp://fr.rian.ru/defense/20100208/186015953.html](http://fr.rian.ru/defense/20100208/186015953.html)

[/20100208/186015055.html](http://fr.rian.ru/defense/20100208/186015055.html)

<http://en.rian.ru/russia/20100205/157786616.html>

http://fr.rian.ru/economic_news/20100128/185948795.html

<http://fr.rian.ru/defense/20091203/185612795.html>

[/20091130/185594906.html](http://fr.rian.ru/defense/20091130/185594906.html) et [/20091130/185592788.html](http://fr.rian.ru/defense/20091130/185592788.html) et

[/20091130/185592396.html](http://fr.rian.ru/defense/20091130/185592396.html)

<http://fr.rian.ru/science/20091127/185581755.html>

<http://fr.rian.ru/defense/20091116/185505052.html>

<http://fr.rian.ru/world/20091116/185504261.html>

<http://fr.rian.ru/russia/20091112/185490591.html>

<http://fr.rian.ru/defense/20091112/185490810.html>

[/20091110/185478015.html](http://fr.rian.ru/defense/20091110/185478015.html) et [/20091102/185443019.html](http://fr.rian.ru/defense/20091102/185443019.html)

<http://fr.rian.ru/business/20091022/123633892.html>

<http://fr.rian.ru/defense/20091022/123633205.html>

<http://fr.rian.ru/science/20091013/123480273.html>

<http://fr.rian.ru/defense/20091009/123433318.html>

<http://fr.rian.ru/world/20090915/123109076.html>

<http://fr.rian.ru/defense/20090811/122647283.html>

<http://fr.rian.ru/defense/20080603/109168826.html>

<http://fr.rian.ru/business/20060420/46723096.html>

<http://fr.rian.ru/russia/20050527/40426821.html>

Rigoni, A. (2008), Russia's defence policy, report submitted on behalf of the Defence Committee by Rigoni A., Rapporteur, (Italy Liberal Group) on June 5th 2008. European Security and Defence Assembly of Western European Union, 54th session.

SIPRI Yearbook 2009: Armaments, Disarmaments and International Security. Chapters 5 and 6. P179-294. SIPRI Website, February 2010.

United Aircraft Corporation (2008), Annual Report of Joint Stock Company United Aircraft Corporation for 2008. United Aircraft Corporation, Moscow 2009.

World Bank (2002), Transition, the first ten years. Analysis and lessons for Eastern Europe and the former Soviet Union. World Bank report, 2002.